



2014



Rapport d'activités 2014

SERVICE COMMUN DE LA DOCUMENTATION



Bibliothèque Universitaire du Campus de Schoelcher

« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme »
Antoine de Lavoisier

L'année 2013 a vu s'achever le cycle des constructions de bibliothèques à l'UAG où trois nouvelles BU ont été inaugurées en trois ans. A l'inverse, 2014 aura été l'année de la déconstruction d'une université créée à l'échelle des Antilles et de la Guyane en 1982. La reconfiguration de l'UAG en deux universités s'est faite dans un contexte de crise institutionnelle et de division entre les partisans d'une université des Antilles et ceux d'universités de plein exercice en Guadeloupe et en Martinique.

La scission d'un SCD, qui de l'avis de ses usagers et de sa tutelle, fonctionnait parfaitement sur ses trois pôles, a été une décision difficile mais logique, car la documentation doit évoluer au rythme de son université, parfaitement intégrée à la formation et à la recherche.

Durant l'année 2014, les énergies ont donc été mobilisées pour que la séparation des bibliothèques du SCD se fasse dans de bonnes conditions. En effet, mettre fin à un fonctionnement entièrement transversal a impliqué une complète remise à plat de l'organisation.

La convention documentaire qui lie désormais les deux universités jette les bases de coopérations qui perpétueront le SCD UAG sous une autre forme.

Sylvain Houdebert, Directeur
Service commun de la documentation

2014 – les temps forts de l’année	6
Les publics	7
Les collections et leurs usages.....	9
La documentation papier	9
Développement des collections monographiques	9
Traitement bibliographique.....	10
Usage des collections papier	10
La documentation électronique.....	11
Les ebooks	11
Revue et bouquets	11
La renégociation des contrats à l’occasion de la scission de l’UAG.....	12
Le budget de la documentation électronique	12
Les conventions avec les CHU-CH antillo-guyanais	13
La production numérique de l’université	13
Les bibliothèques.....	15
Les services, la médiation, la valorisation	16
Formations des usagers	16
Action culturelle.....	17
Manioc	17
Coopération avec l’Université d’Etat d’Haïti.....	17
Les ressources, les moyens et la prospective.....	19
Informatique documentaire.....	19
Les ressources humaines	20
Gestion des ressources humaines	20
Evolution des ressources humaines	20
Promotions et concours.....	22
La formation continue	22
Le budget	23
La question de l’évolution du SCD dans une université reconfigurée.....	24
La convention de prestation de services et de coopération documentaire avec l’université de Guyane.....	25
Conclusion	26
Annexe : usage de la documentation électronique	27
Livres électroniques	27

Périodiques électroniques	28
Bases de données bibliographiques.....	29

2014 - les temps forts de l'année

- 
- A vertical timeline with a blue line and orange circular markers. The months are listed on the left, and the corresponding events are on the right.
- Janvier** ● Nouveau chef de section en Guadeloupe
Ouverture de la BUvette au sein de la BU de Schœlcher
 - Mars-Avril** ● Grève générale sur le campus de Fouillole
 - Mai** ● Affichage dynamique à la BU de Schœlcher
Stage d'immersion de 3 bibliothécaires de l'Université d'Etat d'Haïti
 - Juin** ● Formation : évolution des catalogues et catalogage des ressources électroniques
Le Conseil Scientifique définit les critères de conservation et de diffusion des thèses d'exercice de médecine
 - Septembre** ● Nouveau chef de section à la BU Schœlcher & nouveau directeur-adjoint du SCD
Mise en place d'une boîte de retour 24/24 à la BU Schœlcher
 - Octobre** ● Remplacement des serveurs et mise à jour logicielle du SIGB Horizon, version 7.5.2
 - Novembre** ● Convention de fonctionnement pour la BHU de Martinique
Conventions de co-financement de la documentation électronique avec les CHU de Martinique, de Guadeloupe, et avec le CH de Guyane
 - Décembre** ● Convention de prestation de services et de coopération documentaire avec l'Université de la Guyane pour 2015-2016



Les publics

11 887 lecteurs se sont inscrits au cours de l'année universitaire 2013-14, dont 9 588 étudiants, ce qui représente une augmentation de 26% par rapport à l'année précédente. Les étudiants représentent 80,5% des inscrits et les L à aux seuls 54% du total. Les 19,5% restant se répartissent principalement entre les enseignants-chercheurs (470 inscrits) et les lecteurs extérieurs.

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Nb de lecteurs inscrits	9 276	9 930	10 269	9 029	11 887

En conséquence le « taux d'inscription » dans la population étudiante a été de 81% sur le pôle Guadeloupe, de 90% sur le pôle Martinique et de 93% sur le pôle Guyane. Cette forte augmentation par rapport à l'année précédente s'explique par l'ouverture de la nouvelle BU sur le campus de Troubiran, mais aussi par le changement dans le processus d'inscription à la BU. En effet, jusqu'alors, chaque étudiant transféré dans la base de la bibliothèque par les services de la scolarité devait activer son accès à la banque de prêt, or depuis la mise en service des automates de prêt, les inscriptions sont désormais activées par défaut.

La notion d'emprunteur qui mesure l'usage des collections papier est donc désormais une mesure plus pertinente : **sur 11 887 inscrits, 8 239 personnes ont emprunté au moins un document papier dans l'année, soit 69% des inscrits.** Le « taux de pénétration » du papier dans la population cible des étudiants et enseignants de l'université est donc d'environ 60%.

Etudiants de L et étudiants de M représentent un poids similaire dans les emprunts, soit environ 35%. Les lecteurs extérieurs arrivent en troisième rang pour l'usage, totalisant 14% des emprunts, tandis qu'enseignants-chercheurs et doctorants représentent ensemble 11% des prêts. Il est à noter que l'usage de la collection papier par le public hospitalier, faible en valeur, est en baisse significative d'une année sur l'autre : - 40%. Ce public a définitivement basculé dans un usage numérique quasi-exclusif, en atteste le projet d'une nouvelle BHU en Guadeloupe proposant uniquement des accès à de la documentation numérique.

Par ailleurs, 586 lecteurs extérieurs se sont inscrits dans les BU des Antilles qui se répartissent ainsi :

Répartition des lecteurs extérieurs inscrits en 2014-2015	
BU Schœlcher	203
BUFM Martinique	58
BHU Martinique	54
TOTAL Martinique	315
BU Fouillole	141
BU Camp-Jacob	25
BUFM Guadeloupe	105
BHU Guadeloupe	-
Total Guadeloupe	271
Total SCD	586



Les collections et leurs usages

La documentation papier

Développement des collections monographiques

Les bibliothèques de l'UAG ont acquis 11 500 nouvelles monographies papier en 2014 et en ont supprimé 3 691. Fin 2014, 332 213 documents monographiques sur supports physiques (livres, DVD, etc.) sont à la disposition du public : la taille de la collection continue d'augmenter rapidement, puisqu'elle était de 300 000 documents fin 2012.

Du fait de la légère baisse des effectifs, le ratio de documents par étudiant s'améliore sensiblement : 25 documents par étudiant fin 2014, ce qui correspond au ratio moyen observé dans les bibliothèques universitaires françaises.

De fortes disparités sont toutefois constatées, puisque le ratio est de presque 35 documents par étudiant en Martinique, pour 25 documents par étudiant en Guyane et seulement 18 documents par étudiant en Guadeloupe.

Ces écarts sont à relativiser néanmoins : d'une part parce que la documentation scientifique en ligne apporte beaucoup aux utilisateurs de Guadeloupe et d'autre part parce que le poids des lettres et sciences humaines augmente naturellement ce ratio en Martinique. Enfin, ces ratios sont en progression sur les trois pôles.

246 385 € ont été consacrés à l'achat de monographies sur support papier en 2014, montant en baisse de 6% par rapport à 2013. Cette somme est à mettre en perspective avec les 61 000 € désormais consacrés aux achats d'ebooks (cf infra). Les acquisitions de monographies papier restent relativement stables et forment toujours le socle de la collection à destination des étudiants.

La BU du campus de Schœlcher a reçu de la famille du docteur Pierre Alier un don de plusieurs centaines d'ouvrages lui ayant appartenu, qui a été intégré, pour l'essentiel, au fonds Caraïbe.

Les enseignements des ESPE ont évolué fin 2013 avec une nouvelle définition des concours, applicable dès la session 2014. Les bibliothèques universitaires de formation des maîtres ont donc fait un effort particulier pour adapter leur politique d'acquisitions et ont bénéficié d'une aide du CNL pour développer les collections sur la problématique du genre et sur le théâtre.

Traitement bibliographique

Plusieurs opérations déjà engagées en 2013 se sont achevées en 2014. C'est le cas du traitement des collections de l'ESPE de Guyane, ou encore du traitement à la bibliothèque du campus de Schœlcher, de 520 exemplaires qui ont été catalogués rétrospectivement dans le SUDOC.

Un travail de signalement des ressources électroniques a été entrepris. Il a concerné des ressources spécifiques, comme les classiques Garnier et des encyclopédies de Gale, mais également Manioc avec 463 monographies numérisées, désormais signalées dans le SUDOC au niveau national et dans le catalogue Kolibris au niveau local.

En fin d'année, un chantier de nettoyage des données acquisitions a été entrepris pour purger les réceptions, facturations, notices de commande restées en suspens dans le système. Ce travail a concerné près de 1000 notices et permettra un meilleur suivi des acquisitions documentaires.

Usage des collections papier

127 057 prêts ont été enregistrés pour l'ensemble des bibliothèques en 2014, soit une augmentation de 2,5% par rapport à l'année précédente.

Mais la situation est extrêmement contrastée : les bibliothèques de l'ESPE de Guadeloupe (+18,6%) ainsi que la toute nouvelle bibliothèque universitaire de Guyane (+30,1%) voient leurs prêts augmenter fortement.

La bibliothèque de l'ESPE de Martinique est en légère progression (+4,4%), de même que la bibliothèque universitaire du campus de Schœlcher (+2,7%).

Par contre le recul est marqué pour la bibliothèque universitaire de Fouillole (-15%), pour la bibliothèque du campus St Claude (-10,1%) et pour les bibliothèques hospitalo-universitaires (-25,2%).

	Pôle Guadeloupe				
	Espe Guadeloupe	BU Fouillole	St Claude	BHU Guadeloupe	Total
Prêts 2014	24 554	22 979	3 885	575	51 993
Prêts 2013	20 704	27 037	4 322	17	52 080
Evol. (%)	+18,6%	-15%	-10,1%	-97%	-0,2%

	Pôle Guyane
Prêts 2014	16 350
Prêts 2013	12 564
Evol. (%)	+30,1%

	Pôle Martinique			
	Espe Martinique	BU Schoelcher	BHU Martinique	Total
Prêts 2014	13 847	42 135	3 290	59 272
Prêts 2013	13 266	41 023	4 400	58 689
Evol. (%)	+4,4%	+2,7%	-25,2%	+1%

La documentation électronique

Deux tendances fortes se dessinent: le développement de la consultation des ebooks en langue française et l'évolution des pratiques documentaires en sciences humaines et en droit, les étudiants se tournant de plus en plus vers la documentation électronique.

Les ebooks

La grande majorité des ebooks consultés sont publiés en langue française. Les titres étrangers, qu'ils aient été achetés ou qu'ils soient accessibles dans le cadre des licences nationales, sont peu consultés. Trois plateformes concentrent la quasi-totalité de l'usage : Elibris, CAIRN et Dalloz.fr.

Sur 28 000 ouvrages dans le catalogue Elibris, plus de 10 000 ont été consultés. Les 15 livres les plus populaires se répartissent entre le droit (8), l'informatique (3), l'économie-gestion (3) et la médecine (1).

Pour la première fois en 2014 Dalloz.fr propose des statistiques conformes à la norme Counter qui permettent de se faire une idée plus précise de l'utilisation des ouvrages. Les titres les plus consultés sont le Répertoire de droit civil (2 417 chapitres) et le Code civil (1 863 chapitres). Un test de la Bibliothèque Numérique Dalloz (BND) réalisé au dernier trimestre 2014 a été jugé positif et un abonnement souscrit qui a permis d'ajouter 1 500 codes, précis, mélanges, thèses, manuels et grands arrêts à l'offre documentaire du SCD à partir du 1^{er} janvier 2015.

Sur CAIRN, plus de 9 000 chapitres ont été consultés dans l'année dans 728 ebooks différents (54% du catalogue offert), dont 15 avec plus de 100 chapitres lus.

Par ailleurs fin 2014, 511 ebooks, essentiellement en langue française, ont été acquis de façon pérenne, chez Springer (247 titres de médecine et 128 titres de science), Masson (91 titres de médecine) et chez Dawsonera (37 titres).

Revue et bouquets

176 941 articles ont été téléchargés en 2014, contre 168 899 en 2013. Cette hausse de l'usage d'un peu plus de 4% constitue une bonne performance car depuis 2014 les statistiques de Sciencedirect des CHU ne sont plus comptabilisées avec celles de l'université.

Cette progression globale est due à l'évolution des pratiques documentaires en sciences humaines et sociales, notamment en droit. Toutefois ces pratiques sont difficiles à comparer avec celles des chercheurs d'autres disciplines, car Lamyline et Lexis-Nexis proposent une grande diversité de

documents qui ne sont ni des articles, ni des chapitres d'ouvrages : réponses ministérielles, dépêches, fascicules complets, paragraphes de fascicules, décisions, articles de code, articles de texte... Quoi qu'il en soit plus de 100 000 documents ont été consultés sur ces deux plateformes.

En sciences humaines la consultation des revues diffusées par Cairn est en augmentation de 52%, tandis que pour Openedition, elle est de 85%. L'accroissement est moindre dans le cas des contenus en langue anglaise : 7% seulement pour JSTOR.

La tendance est également haussière dans le domaine de la médecine (+49% pour NEJM et +25% pour JAMA). A l'inverse, la consultation des bouquets STM décroît sensiblement, elle baisse de 15% pour l'American Chemical Society, de 9% pour Springer et de 11% pour l'American Meteorological Society. La chute, de l'ordre de 90%, est particulièrement sévère pour Emerald. Le SCD ne renouvellera donc pas sa participation au co-financement de ce bouquet en 2015.

Un moyen de mesurer l'adéquation de l'offre à la demande est de mesurer le prix par article téléchargé. Toutes les ressources documentaires, sauf trois, ont un prix de revient inférieur au tarif du prêt entre bibliothèques (6 €). Les bases de données en sciences humaines et sociales sont celles qui offrent le meilleur retour sur investissement. Les ressources documentaires sont globalement bien rentabilisées et adaptées aux besoins. Les abonnements insuffisamment utilisés sont systématiquement supprimés, en concertation avec les chercheurs qui se montrent sensibles à la problématique du coût de l'information et qui comprennent la nécessité de bien gérer les deniers publics.

La renégociation des contrats à l'occasion de la scission de l'UAG

La Scission de l'UAG en deux universités disposant de la personnalité morale a imposé de renégocier l'intégralité des contrats d'abonnement aux ressources électroniques. La négociation dépendait de la bonne volonté des éditeurs car la Guyane n'ayant que 2 500 étudiants, l'université des Antilles reste le plus souvent dans la même tranche tarifaire.

S'ils n'ont pas eu globalement de perte de chiffre d'affaire grâce aux nouveaux abonnements pris par l'université de Guyane, les éditeurs et diffuseurs de bases de données auraient pu profiter de la scission de l'UAG pour accroître leurs revenus en appliquant strictement leurs grilles tarifaires standard. Cela n'a pas été le cas. Au terme des négociations, l'intégralité des contenus acquis précédemment par l'UAG reste la propriété de l'université des Antilles et également de l'université de Guyane.

Les contraintes budgétaires de l'université des Antilles ont été bien prises en compte dans le court terme puisque l'accès aux mêmes ressources documentaires revient à près de 50 000 € de moins en 2015 qu'en 2014. Toutefois, à l'expiration des contrats en cours, les grilles tarifaires nationales s'appliqueront à nouveau, ce répit financier n'est donc que provisoire.

Le budget de la documentation électronique

Sur un budget de 341 190 € investi dans la documentation électronique, 61 % est consacré à l'abonnement à des revues ou à des bouquets de revues, 21 % à l'abonnement à des bases de données bibliographiques et 18 % aux ebooks.

Des partenariats avec les CHU antillo-guyanais, avec l'IUT de Martinique et avec l'Ecole d'ingénieurs financent 16% des dépenses de documentation électronique en 2014, soit 53 840 €. Le SCD n'ayant

pas la capacité à prendre à sa seule charge des abonnements spécialisés, nouer des partenariats est devenu indispensable. Les co-financements mis en place ont aussi l'avantage de responsabiliser les bénéficiaires des abonnements et de les sensibiliser au coût de l'information scientifique et technique.

Les conventions avec les CHU-CH antillo-guyanais

La scission de l'UAG actée en novembre 2013 a amené le centre hospitalier de Cayenne à s'interroger sur la poursuite de sa coopération avec l'université et les CHU des Antilles. Devait-il se rattacher à l'université de Guyane pour co-financer ses abonnements ou bien poursuivre la mutualisation à l'échelle interrégionale ? Les économies sur le coût des abonnements ont amené son directeur général à privilégier la coopération interrégionale qui permet de diviser le coût des revues et de le répartir équitablement, en accord avec les éditeurs, entre les trois centres hospitaliers.

Toutefois la plus grande prudence a été de rigueur quant au périmètre de reconduction de la convention. Ainsi, la convention passée pour trois ans jusqu'alors, a été conclue pour seulement une année. De plus, le SCD n'ayant pas de visibilité sur ses moyens ni sur sa possible évolution institutionnelle, il a été décidé de retirer de la convention la bibliothèque médicale française Masson et la participation à la licence nationale Sciencedirect. Le montant total des conventions entre l'université et les centres hospitaliers n'a donc été que de 36 350 € en 2014.

En effet, une fois levées les incertitudes institutionnelles, la convention 2015, négociée fin 2014, va engager une nouvelle dynamique, avec une demande plus forte des praticiens guyanais et un co-financement qui portera désormais sur l'intégralité des revues grâce au passage systématique à des abonnements électroniques (accessibles par tous les partenaires contrairement à leur version imprimée). Enfin, pour la première fois, des ebooks sont intégrés aux conventions, dont le montant total passe à 133 364 €.

Ainsi, après des inquiétudes sur la poursuite de cette coopération en 2013, l'année 2014 a permis de la pérenniser et de lui donner une envergure nouvelle.

La production numérique de l'université

La politique active de soutien à l'archivage et à la diffusion des productions de l'université, menée par le SCD a porté ses fruits : 1730 références et 348 documents en texte intégral ont été ajoutés en 2014 sur la plateforme HAL de l'université, administrée par le SCD.

Le circuit de signalement et de diffusion des thèses de doctorat est désormais bien en place : 39 thèses soutenues en 2014 ont été signalées dans la plateforme nationale www.theses.fr.

Le dispositif de diffusion des meilleurs mémoires de master 2, mis en place progressivement à partir de 2010, a été étendu aux thèses d'exercice de médecine : le conseil scientifique, puis le conseil d'administration, ont validé en juin 2014 un mécanisme de double-dépôt, papier et électronique, des thèses d'exercice ayant eu au moins la mention « très honorable » ; la version électronique est déposée dans le répertoire national DUMAS.

Fin 2014, 28 mémoires sont diffusés sur le "Portail des mémoires et thèses d'exercice de l'Université des Antilles" sur DUMAS.¹

¹ <http://dumas.ccsd.cnrs.fr/MEM-UNIV-UAG>.



Les bibliothèques

2014 a vu l'achèvement des travaux sur les bâtiments de la BU Schœlcher en Martinique. En mars, les coques de la façade ont été reprises dans le cadre des réserves qui avaient été émises sur le chantier de l'extension (BU 3). En août, une réunion de levée de réserves a été organisée au terme de l'année de garantie de parfait achèvement des bâtiments réhabilités (BU1 et BU2).

A la BU du campus de Schœlcher, après le temps des constructions, la priorité de l'année a été l'amélioration des services, avec la réorganisation du bureau de renseignement auquel participent tous les personnels de catégorie A et B, ainsi que les volontaires de catégorie C. Par ailleurs une boîte de retour de documents a été mise en service pour que les usagers puissent restituer leurs documents, même en dehors des heures d'ouverture.

Deux nouveaux fonds ont été développés, un fonds « Femmes et genres » à la BUFM de Martinique et un fonds « concours » à la BU de Fouillole.



Les services, la médiation, la valorisation

Formations des usagers

Le SCD a formé une quarantaine de doctorants dans le cadre d'un cours organisé en 3 modules :

- Optimiser sa recherche d'Information Scientifique et Technique (7h)
- Connaître les bases de données disciplinaires et gérer sa bibliographie (5h)
- La thèse, ses aspects juridiques, se former à la feuille de style (5h)

Les modules en présentiel ont été enrichis par des compléments pédagogiques disponibles sur la plateforme d'e-learning de l'université. Ce dispositif a permis, mieux que les années précédentes, d'assurer un suivi post-formation auprès des étudiants.

Par ailleurs, des formations à l'utilisation de la documentation électronique et de RefWorks ont été proposées aux masters des trois pôles de l'université. 169 heures de cours ont été dispensées dans ce cadre. Elles ont touché 529 étudiants : 204 en Guadeloupe, 150 en Guyane et 175 en Martinique. Ces chiffres, en hausse de 16% par rapport à l'an passé, sont le résultat d'une meilleure coordination avec les ESPE des trois départements, les étudiants des ESPE représentant 65% des étudiants formés.

Enfin, 87 h de visites obligatoires ont été assurées en Guadeloupe et 144 h en Martinique dans le cadre du passeport documentaire. Au total, 961 étudiants ont été concernés en Guadeloupe et 625 en Martinique.

Action culturelle

La bibliothèque du campus de Schoelcher en Martinique, très impliquée dans l'action culturelle, a organisé 15 événements dans l'année et accueilli près de 1000 personnes, soit 60 personnes par événement en moyenne. Le coût de ces opérations à la charge du SCD s'est élevé à 6 139 €.

La BU du Camp-Jacob s'est également investie dans l'action culturelle, organisant en partenariat avec les équipes de recherche, la Ville de Saint-Claude et Artchipel la scène nationale de Basse-Terre : 8 conférences, 2 expositions et 5 projections dans le cadre du « mois du film documentaire », manifestation à laquelle la bibliothèque de l'ESPE de Martinique a également participé activement.

Manioc

En 2014 les collections patrimoniales de Manioc se sont enrichies de 463 ouvrages anciens et 3 388 documents iconographiques. Ces opérations sont le fruit de la poursuite des actions de coopération avec la bibliothèque Schoelcher (Martinique) et avec l'association ORkidé (Guyane), ainsi que l'aboutissement d'un nouveau partenariat avec la bibliothèque Pierre-Monbeig de l'Institut des hautes études d'Amérique latine (Paris) pour la numérisation de son fonds cubain. Elles ont été rendues possibles grâce au soutien financier de la Bibliothèque nationale de France. Les collections iconographiques se sont notamment enrichies de fonds privés d'archives sur le patrimoine minier de Guyane (bons d'action, cartes postales, photographies).

Les collections contemporaines ont poursuivi leur accroissement, avec 347 interventions à des conférences, journées d'études, manifestations culturelles qui ont été ajoutées à la collection vidéo.

La revue *Etudes caribéennes* a publié trois numéros et accueilli des coordonnateurs scientifiques de renommée internationale tels que Godfrey Baldacchino, spécialiste des petits Etats insulaires.

Le SCD a par ailleurs développé un partenariat innovant avec le Parc naturel régional de Martinique (PNRM) dans le cadre de l'édition numérique des données du projet caribéen TRAMIL. Les développements informatiques et la mise à disposition dès 2014 d'un QRcode par plante, permettront l'accès direct aux informations sur les plantes en français, anglais, espagnol depuis la plantothèque du jardin de l'Emeraude (Martinique) à son ouverture.

Les collections intégrées de la bibliothèque numérique Manioc, ainsi que les projets soutenus ont totalisé plus de 500 000 téléchargements en 2014, soit un accroissement de 75% par rapport à 2013. Cette forte augmentation des usages qui dépasse très largement le développement des collections s'explique par plusieurs facteurs : l'interrogation des données de Manioc par un nombre croissant de moteurs de recherche spécialisés, le catalogage des documents numérisés dans le catalogue national des bibliothèques universitaires (SUDOC) et la politique active de médiation initiée par l'équipe Manioc sur facebook, wikipédia, son blog, mais également lors d'événements tels que le congrès de l'association des historiens de la Caraïbe (ACH) ou celui de l'association des bibliothécaires de la Caraïbe (ACURIL) pendant lesquels la bibliothèque numérique Manioc a été présentée à des spécialistes.

Coopération avec l'Université d'Etat d'Haïti

Dans le cadre de la coopération qui existe de longue date entre les bibliothèques des deux établissements, le SCD a accueilli en 2014 trois bibliothécaires du campus de Limonade au Cap

Haïtien, qui ont effectué un stage de découverte de 3 semaines à la BU du campus de Schœlcher du 28 avril au 18 mai.



Les ressources, les moyens et la prospective

Informatique documentaire

En septembre 2014, le service d'informatique documentaire a été renforcé et placé sous la responsabilité d'un conservateur, avec l'aide d'un technicien. Cette nouvelle organisation a permis d'achever plusieurs projets engagés précédemment :

- Une mise au propre et une amélioration substantielle du paramétrage de l'outil de recherche bibliographique UADoc (logiciel Primo)
- Un changement de version du SIGB Horizon, avec la mise en place :
 - de nouveaux serveurs, virtualisés sous RedHat Linux
 - de la dernière version d'Horizon maintenue par le prestataire SirsiDynix

Cette mise à jour, la première depuis 2006, permet d'attendre sereinement le résultat du projet de Système de Gestion de Bibliothèque mutualisé au niveau national à l'horizon 2018-2019.

Enfin, une nouvelle organisation a été définie autour d'Horizon, avec une équipe d'administration resserrée et des correspondants de modules par département.

Les ressources humaines

Gestion des ressources humaines

Deux évolutions dans le domaine de la gestion des ressources humaines ont impacté positivement l'équipe du SCD :

Tout d'abord, la mise en place de deux emplois du temps type, en remplacement de l'application ARTT de l'université qui était unanimement rejetée, à cause de son manque d'ergonomie et de problèmes de paramétrage récurrents.

Le dispositif indemnitaire a été harmonisé entre les différentes catégories de personnel de l'université et les primes revalorisées. Le Conseil d'administration du 24 octobre a validé cette harmonisation des primes, avec effet rétroactif au 1er janvier 2014.

Evolution des ressources humaines

Campagne d'emploi 2014

En 2013, le SCD avait demandé la transformation d'un poste de magasinier en poste de technicien informatique. Lors de la campagne d'emploi 2014, deux postes vacants en Martinique ont été mis au concours :

- un poste d'ITRF de catégorie C dans la BAP F
- un poste de technicien ITRF dans la BAP J

De plus, dans le cadre de la mise en place d'une administration polaire, deux postes administratifs de Martinique ont été cédés :

- un poste de catégorie C au STICE
- un poste de catégorie C au PUR

Campagne de mobilité interne

Une BIBAS de la BU du campus de Schœlcher obtient sa mobilité vers la BU de Fouillole au 1er janvier 2015 sur un poste de BIBAS devenu vacant à la suite d'un décès. L'équipe de Fouillole a été profondément affectée par cette disparition soudaine d'une collègue très appréciée.

Par ailleurs, en Martinique, un BIBAS a été mis à disposition du Pôle universitaire régional jusqu'à la fin décembre 2015 pour coordonner un projet de création d'archives centrales du pôle Martinique.

Le mouvement national

Deux mutations sortantes de conservateurs en chef ont lieu au 1er septembre en Martinique et en Guadeloupe. La transition à la tête des sections, effective dès janvier en Guadeloupe et préparée durant le 1er semestre en Martinique, s'est déroulée dans d'excellentes conditions. En contrepartie, deux mutations entrantes de conservateurs ont lieu au 1er septembre en Guadeloupe et en Martinique.

Par ailleurs une BIBAS en disponibilité pour convenances personnelles a obtenu sa réintégration en Martinique au 1er janvier 2014.

Enfin, un magasinier obtient sa réintégration au SCDUAG en même temps que sa mise en disponibilité pour convenances personnelles à compter du 1er septembre 2014.

Retraites

Quatre départs à la retraite au 1er janvier 2015 concernent la section Martinique : un BIBAS de classe exceptionnelle, un adjoint administratif de 1ère classe, un ATRF de 1ère classe, un contrat à durée indéterminée. Il est à noter que le poste de l'agent contractuel n'a pas été remplacé.

Bilan de l'emploi titulaire

Le SCD a disposé de 63 ETP pour l'année 2014 qui se sont répartis comme suit :

		Bib		ITRF				AENES		Total	
		Eff.	ETP	BAP F		Autres		Eff.	ETP	Eff.	ETP
				Eff.	ETP	Eff.	ETP				
Guadeloupe	A	4	4	1	1					5	5
	B	3	2,61					1	1	4	3,61
	C	9	9	3	3			1	1	13	13
Guyane	A	1	1	1	1					2	2
	B	2	2	1	1	2	2			5	5
	C	3	3							3	3
Martinique	A	4	4	1	1					5	5
	B	7	7			1	0,33			8	7,33
	C	6	5,67	2	1,97	1	1	3	2,96	12	11,60
Direction	A	2	1,83	1	1			1	1	4	3,83
	B					1	1			1	1
	C							1	1	1	1
Total		41	40,11	10	9,97	5	4,33	7	6,96	63	61,37

L'emploi contractuel sur supports vacants

En 2014 quatre contractuelles sont recrutées sur des postes non pourvus, une en Guyane, deux en Guadeloupe sur des postes de catégorie A et une en Martinique sur un poste de catégorie C.

Personnel contractuel

	Effectif	ETP	Type de recrutement (ETP)		
			Suppléance	Crédits « Ets »	CDI
Guadeloupe	4	1,79	1,79		
Guyane	4	1,79	1,79		
Martinique	7	5,24		3,24	2
Total	15	8,82	3,58	3,2	2

Moniteurs étudiants

	Effectif	ETP	Nombre de contrats
Guadeloupe	13	2,14	15
Guyane	9	0,92	9
Martinique	8	1,71	9
Total	30	4,77	33

Promotions et concours

Promotions

Quatre personnels de bibliothèque ont été promus au titre du tableau d'avancement :

- deux magasiniers de Guyane ont été promus magasinier de 1ère classe et magasinier principal de 1ère classe
- deux magasiniers de Guadeloupe ont été promus magasinier principal de 2ème classe et magasinier principal de 1ère classe

Deux personnels de l'AENES ont été promus en Martinique au titre du tableau d'avancement :

- un adjoint administratif a été promu adjoint administratif principal de 1ère classe
- un attaché a été promu attaché principal

Examens professionnels et concours

Par ailleurs deux collègues ont réussi à un examen professionnel ou à un concours :

- Une BIBAS a réussi l'examen professionnel de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure
- Un magasinier a été reçu au concours de technicien informatique.

La formation continue

Deux axes prioritaires avaient été définis pour la formation des personnels en 2014 :

- Favoriser l'amélioration des services rendus au public en renforçant les compétences des agents pour l'accueil, le renseignement et la médiation des ressources documentaires.
- Aider les agents à s'adapter à des missions qui évoluent, en leur donnant des compétences transversales utiles au travail en équipe (expression écrite et orale, management participatif, gestion des conflits, estime de soi, conduite du changement) ou au rayonnement de l'établissement (action culturelle).

En collaboration avec l'Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur (ABES), deux formations ont été organisées, d'une part pour sensibiliser les collègues aux évolutions des formats bibliographiques sur le web (Web de données, FRBR, RDA) et d'autre part sur la question plus spécifique du catalogage des ressources électroniques dans le SUDOC. Ces deux formations, assurées par une formatrice de l'ABES, spécialiste RDA, ont touché 30 collègues et se sont déroulées sur 5 jours au total.

Par ailleurs, une formation à la préparation du concours de BIBAS a été dispensée en interne par une conservatrice, en coordination avec l'organisme de formation Mediadix, à 12 agents. Chacun a suivi près de 30 h de formation d'octobre 2014 à janvier 2015.

Enfin, à la BU du campus de Schœlcher, à partir d'octobre 2014 ont été mises en place des formations internes mensuelles, sur la base du volontariat, autour des thématiques numériques.

Le budget

Recettes	Budget initial + DBM	Crédits ouverts
Subvention	518 062 €	435 918 €
Droits universitaires	275 169 €	275 169 €
Prestations	213 252 €	213 252 €
Structures fédératives	56 950 €	56 950 €
Ville de Pointe à Pitre	14 344 €	14 344 €
Département Martinique	5 000 €	5 000 €
Région Guyane	300 000 €	300 000 €
Département Guyane	25 424 €	25 424 €
Ministère de la Culture	68 100 €	68 100 €
Don	9 853 €	9 853 €
Total	1 486 154 €	1 404 010 €

La subvention versée au SCD est en baisse d'un tiers par rapport à 2013, la gouvernance ayant opté pour une extrême prudence dans le contexte de crise institutionnelle et financière traversé par l'établissement.

Toutefois, comme les recettes de la dernière DBM de 2013 n'avaient pas été votées, 331 999 € ont été reportés sur l'exercice 2014, ce qui a artificiellement atténué la baisse des moyens. Cette somme comprenait notamment les 240 000 € versés par la Région Guyane pour le premier équipement de la BU de Cayenne (80% à titre d'avance).

Par ailleurs, le SCD a reçu dans l'année des contributions de la part d'autres services de l'université dans le cadre de cofinancements de bases de données (Ecole d'ingénieurs pour 14 953 €, IUT pour 3 306 €, ...), de conventions (STICE pour 9 684 €) ou encore d'aides attribuées par le conseil scientifique (16 500 € au titre du BQR) et par le CEVU (30 000 € pour l'acquisition d'ouvrages).

A l'inverse le SCD a dû rembourser une avance de 120 000 € qui lui avait été faite fin 2013 (pour compenser l'absence de DBM).

Donc sur la base des crédits ouverts, le budget est en très forte baisse de 422 000 € en 2014 et par le jeu des reports et des avances de crédits, il est peu lisible.

Dépenses

Dépenses	Montant
Fonctionnement	1 300 052 €
<i>dont documentation</i>	628 744 €
Investissement	102 874 €
Total	1 402 926 €

Avec la fin des programmes de construction, la part des investissements est divisée par trois comparé à l'année 2013. Elle reste néanmoins significative car il restait à finaliser l'équipement des nouvelles

bibliothèques, avec notamment des boîtes à livres en Martinique et en Guadeloupe, du mobilier pour la salle du personnel en Guyane et un complément de rayonnages pour la BU de Saint-Claude. De même, un système d'impression/photocopie est acquis pour la BU de Saint Claude et un photocopieur pour l'administration du SCD en Martinique.

Les dépenses d'investissement ont été de 40 791 € pour la section Martinique, de 47 044 € pour la section Guadeloupe et de 15 039 € pour la section Guyane.

Le budget de fonctionnement étant en baisse de plus de 200 000 € par rapport à 2013, la part des dépenses de documentation diminue dans la même proportion (plus de 140 000 €). Les dépenses documentaires correspondent à la moitié des charges de fonctionnement.

15% des dépenses du SCD en 2014 ont été faites par la BU de Guyane, soit 212 104 €.

Le taux d'exécution budgétaire du SCD a été de 99,92 %!

Le budget 2014 a été un budget de crise qui a permis d'assurer la continuité des services documentaires, en attendant que soit effective la séparation de l'UAG, en deux universités de plein exercice.

La question de l'évolution du SCD dans une université reconfigurée

L'efficacité du SCD UAG reposait sur son organigramme transversal qui lui permettait de proposer le même niveau de service dans l'ensemble de ses bibliothèques. Cette culture d'établissement et cette mutualisation des ressources humaines ont permis de nombreuses innovations.

Le rapport de la commission sénatoriale et de l'IGAENR rendus publics dans le courant de 2014 citent tous deux le SCD en exemple comme le service qui fonctionnait parfaitement dans le cadre des trois pôles de l'UAG : *« C'est certainement le service commun qui a poussé au plus haut niveau une logique de collaboration et de mutualisation entre les pôles territoriaux qui aurait pu servir de modèle au fonctionnement d'une université multipolaire. »*²

La question s'est donc naturellement posée de perpétuer le SCD dans un autre cadre institutionnel. Le Rapport d'information du sénat (p. 126) va dans ce sens : *« La transversalité du SCD de l'UAG et sa capacité à coordonner l'offre documentaire entre des sites éloignés plaident pour le maintien de ce service mutualisé entre l'Université des Antilles et l'Université de la Guyane. Pour rappel, en application de l'article L. 714-2 du code de l'éducation, plusieurs EPSCP peuvent confier, par convention, à un même service, la gestion de bibliothèques ou d'activités techniques et documentaires d'intérêt commun ».*³

Différents scénarii d'évolution ont été analysés par l'équipe de direction du SCD :

² Rapport n° 2014-063 - Juillet 2014, Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche - Création de l'université de la Guyane

³ Rapport d'information fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication et de la délégation sénatoriale à l'outre-mer, en conclusion des travaux du groupe de travail sur la situation et l'avenir du système universitaire aux Antilles et en Guyane, Par Mme Dominique GILLOT et M. Michel MAGRAS, Sénateurs. P. 31)

L'hypothèse de la création d'un EPA sur le modèle de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg a été rapidement écarté à une époque où l'état a pour politique d'en réduire le nombre. Trois possibilités d'évolution se sont dégagées :

- 1- La création d'un service interuniversitaire de coopération documentaire (SICD) mutualisant la totalité de la fonction documentaire
- 2- La création d'un SICD DFA mutualisant une partie de la fonction documentaire
- 3- La création d'un SCD des Antilles et d'une bibliothèque universitaire de la Guyane
- 4- La création d'un SCD de Guadeloupe, d'un SCD de Martinique et d'une bibliothèque universitaire de Guyane

Si la volonté de préserver l'outil documentaire était unanime sur les trois pôles, le sentiment était qu'elle ne devait pas se faire au prix de la création d'une structure ingouvernable. Un SCD des Antilles et une BU de Guyane, avec une convention de coopération documentaire permettant le fonctionnement de celle-ci, le temps qu'elle puisse voler de ses propres ailes, a été le choix de la raison au final : un service documentaire devant être bien intégré avec l'institution qu'elle dessert.

La convention de prestation de services et de coopération documentaire avec l'université de Guyane

A la demande de l'Université de Guyane, une convention de prestation de services et de coopération documentaire est passée avec l'université des Antilles jusqu'à la fin 2016 pour permettre la continuité des services documentaires.

En contrepartie d'une contribution de 16 315 € et avec l'accord des sociétés Sirsi-Dynix et Ex-Libris, l'accès au progiciel Horizon est maintenu via le contrat de l'université des Antilles, ainsi qu'aux outils de valorisation de l'information scientifique SFX et Primo.

Les deux universités conviennent de s'engager dans le pilotage de la bibliothèque numérique Manioc et adhéreront au pôle associé interrégional et au pôle associé régional de la BNF en s'investissant dans le développement et la valorisation de Manioc.

Il est également stipulé que le CH de Cayenne continuera à passer une convention de co-financement de la documentation biomédicale avec l'université des Antilles à laquelle est rattachée l'UFR de médecine.

Conclusion

Le SCD UAG a organisé sa reconfiguration en un SCD des Antilles et une bibliothèque universitaire de Guyane, en ménageant une transition indispensable pour que la bibliothèque universitaire de Guyane puisse se réinformatiser.

Cette réorganisation s'est faite dans le consensus, ce que résume ce constat de l'IGAENR évoquant le SCD UAG: « ...comme illustration de cet esprit d'équipe, c'est le service qui a le plus travaillé à l'avenir et défini les conditions de réussite d'un fonctionnement relevant dorénavant de deux universités distinctes. »

Annexe : usages de la documentation électronique

Livres électroniques

Livres électroniques	Nombre de chapitres consultés	Nombre de pages consultées
Brill	41	
CAIRN-Encyclopédies de poche	9 017	
Classiques Garnier numérique	379	
Dalloz BND		2 449
Dalloz.fr	14 874	
Dawsonera	268	
E-libris		452 667
EBSCO	27	
EEBO	1	
Encyclopédie Universalis		68 255
Masson Sciencedirect	741	
RSC	11	
Springer	2 502	
Wiley	20	
TOTAL	27 881	523 371

Périodiques électroniques

Bouquets de périodiques	Nombre d'articles téléchargés	Prix à l'article
ACS	1 085	1,85 €
AFNOR SAGAWEB	2272	0,98 €
American Meteorological Society	1054	1,29 €
CAIRN - magazines	2 256	1,92 €
CAIRN - revues	33 017	0,69 €
Caribbean Search	304	
Daloz.fr	15372	0,62 €
Econlit with full text	41	
Emerald	47	140,70 €
JAMA	914	4,53 €
JSTOR	5 736	0,93 €
JurisClasser	4 347	2,23 €
Lamy	1 889	2,64 €
Lextenso	17 522	0,14 €
LWW	774	17,94 €
NEJM	3 380	1,20 €
Openedition	9 290	0,34 €
Political science complete	216	
Science Direct	58 293	1,36 €
SIAM	73	26,75 €
Springer	5 405	2,67 €
Taylor & Francis	132	
Techniques de l'ingénieur	5245	2,37 €
Wiley	4712	
Licence nationale RSC	163	
Licence nationale Nature	594	
Licence nationale Brill	46	
Licence nationale De Gruyter	46	
Licence nationale BMJ	17	
Licence nationale SAGE	38	
Revues hors bouquets	2661	
TOTAL bouquets	176 941	

Bases de données bibliographiques

	Nombre de documents consultés	Nombre de recherches	Nombre de notices consultées
Caribbean Search		888	217
Econlit		278	63
Eric		270	42
Francis		537	143
JCR		401	394
JurisClasseur	30219		
Lamyline	75306	8455	
Mathscinet		4123	1580
Medline		1 896	937
News & business		3310	
Political science complete		401	321
Scopus		18047	8792
Web of science & Medline		218	63
Total bases de données	105 525	38824	12552